

Une nouvelle « Éducation nouvelle », urgence !

Raymond Millot

Ce sont les enfants d'aujourd'hui qui ont pour horizon les années 2050, date de référence pour tous les dangers. Un nouveau projet éducatif devrait les préparer à y faire face. Au siècle dernier « **L'Éducation Nouvelle** » avait un projet partiellement comparable. Comprendre les raisons de son échec devrait nous aider à préparer ce nouveau projet.

1 /Raisons d'un échec

La volonté émancipatrice du mouvement ouvrier à la fin du XIX^{ème} siècle et la volonté du « plus jamais ça » à la sortie de la première guerre mondiale sont à l'origine du projet d'« **Éducation Nouvelle** ». A la Libération, le plan Langevin - Wallon en relayait l'esprit. En mai 68, sa nécessité faisait partie des débats.

En dehors des réalisations individuelles de pédagogues isolés, les cas de mise en œuvre significative sont rares. La Villeneuve de Grenoble a constitué un exemple exceptionnel qui réunissait la majeure partie des facteurs favorables à sa réussite. C'est d'ailleurs pourquoi elle a pu tenir 30 ans malgré la pression normalisatrice presque permanente de l'administration.

Son échec était programmé. L'école fait en effet partie des institutions qui servent à l'Etat pour **reproduire la société**, maintenir l'ordre établi par le système économique (capitaliste) et le système politique (libéral) - il faut lire pour s'en convaincre « *L'école de Jules Ferry* » de Jean Foucambert.

Dans nos démocraties, il peut exister des marges dans lesquelles des « expériences » alternatives sont tolérées, mais l'étau se resserre quand l'idéologie dominante devient totalitaire et qu'elle n'a plus de raisons de tolérer l'idée même d'alternative.

Par ailleurs, les forces sociales susceptibles de se préoccuper d'une éducation émancipatrice ont toujours été très ambiguës quant au soutien de l'Éducation Nouvelle. Les révolutionnaires de toute obédience classaient l'école parmi les problèmes secondaires qu'il sera possible de traiter après la chute du système (ce qui a été longtemps le cas du statut de la femme). Les expérimentations, même sous le label de la Recherche, ne constituaient à leurs yeux que des alibis qui détournent l'attention des vrais problèmes. Ce d'autant plus qu'ils n'étaient pas très au clair sur les problèmes d'autorité, et qu'ils s'en tenaient souvent au concept du « *savoir émancipateur* » bien que l'Histoire en ait montré le caractère fallacieux.

Certains réformistes parmi lesquels nombre de chrétiens de gauche étaient souvent plus sensibles à l'idée de changer, *ici et maintenant*, le rapport à l'enfant,

mais ...en plus du programme, par réalisme. « *Changer pour que rien ne change* » (et le syndicalisme enseignant excelle dans l'exercice).

De plus, la **division du travail**, paradigme de l'époque (et d'encore aujourd'hui) permettait de trouver normal de confier « *l'Instruction publique* » puis « *l'Education Nationale* », à des institutions spécialisées étroitement administrées, contrôlées, conditionnées et tenant étroitement à distance familles et société civile.

Les enseignants militants pédagogiques, les militants du péri scolaire, de l'Éducation Populaire, ont pu cultiver, dans la période d'entre deux guerres, le sentiment qu'ils contribuaient à la naissance de « *l'homme nouveau* » et donc à la construction de la société fraternelle dont l'avènement s'inscrivait dans le cours de l'Histoire. Freinet éditait *L'Éducateur Prolétarien*...

Après la Libération, cette illusion généreuse a peu à peu laissé place à des projets moins romantiques et plus réalistes. Faire que les longues années passées à l'école obligatoire ne tuent pas l'envie d'apprendre, la curiosité, qu'elles soient l'occasion d'apprendre à coopérer, à devenir autonome et responsable, à construire les outils du savoir en les mettant en œuvre dans des projets, des productions. Avec la conviction (souvent vérifiée) que les compétences, les qualités humaines et les savoirs acquis seront un jour utiles personnellement et socialement.

Même ce projet, si fondé et modéré soit-il, ne pouvait que se heurter aux conceptions dominantes fondées sur la compétition et le chacun pour soi, implicites du credo libéral et racoleur « *liberté et responsabilité* ».

Humanisme et loi de la jungle ne peuvent coexister.

2/ La « crise » ouvre-t-elle de nouvelles perspectives ?

Certes, avec la crise économique et financière, le credo libéral vient de perdre une bonne part de sa respectabilité. Le vrai visage du capitalisme se découvre mais on connaît ses capacités de rebond et le chemin vers un « autre monde » risque d'être long s'il se cantonne à ce champ politique. La fragmentation du monde du travail, de la « *classe* » des travailleurs, ne facilite pas la naissance d'une alternative et les conclusions que risque d'en tirer l'opinion, c'est que la vie va devenir encore plus dure, et les projets à caractère humaniste se heurteront aux mêmes difficultés.

Il en va différemment avec la crise écologique (largement provoquée par le système capitaliste et sa logique folle de production/consommation).

Face à elle, les propositions que nous pouvons avancer ne relèvent plus du projet, **hypothétique**, d'une société plus juste et plus fraternelle.

Il s'agirait de **contribuer, dans le champ éducatif, à la mobilisation qui s'impose. Car ce sont les enfants d'aujourd'hui qui ont pour horizon les années 2050, date de référence pour tous les dangers. Un nouveau projet éducatif devrait les préparer à y faire face.**

Les parents, et très majoritairement l'opinion, ont jusqu'ici ignoré ou rejeté l'Education Nouvelle (quelle que soit sa forme), **par réalisme**, donnant la priorité à une formation censée faciliter l'insertion de leur enfant dans le monde tel qu'il est et non **tel qu'on peut le souhaiter**.

Nous devrions maintenant proposer de définir, **avec** tous les citoyens intéressés, une formation permettant de survivre aussi bien que possible dans **le monde tel qu'il sera** inéluctablement.

Inéluctablement ?

On peut bien sûr se rassurer en stigmatisant le « *catastrophisme* » à la suite de divers intellectuels ou chroniqueurs. La « *dissonance cognitive* » qui fait qu'on connaît la gravité de la réalité et qu'on refuse d'y croire, est une attitude humaine largement partagée. De même que, dans le domaine économique, on connaît la faillite du système, mais on implore le « *retour de la croissance* » pour qu'il perdure grâce à quelques corrections (le G20 vient de se tenir).

Sur la base de multiples expertises scientifiques, nous tiendrons donc pour **très alarmants** les effets de la crise écologique, pour lourd de menaces le fait que nous allons passer d'ici 2050 de 6.2 à **10 milliards** d'humains alors qu'aujourd'hui un milliard d'entre eux n'ont pas accès à l'eau, que les ressources s'épuisent, que la désertification avance, etc.

Ces faits ajoutés à l'insupportable injustice sociale locale et planétaire font que nous allons devoir **changer de mode de vie ou disparaître**. En ce sens, nous admettons que la « *décroissance* » est un concept qui s'impose sous réserve de le préciser (vivre comme les Américains du Nord requiert 6 fois les ressources disponibles sur notre planète).

Face à cette situation, il est fondé, comme le font divers scientifiques et divers auteurs, d'utiliser l'idée de **mobilisation générale**, avec les restrictions et les sacrifices qu'elle implique, pour faire face à une catastrophe sans commune mesure avec les ravages d'une guerre mondiale. Fondé aussi de prévoir que ces sacrifices pourront aussi avoir des **effets bénéfiques** sur les relations de l'homme avec ses congénères et avec son milieu naturel. C'est donc bien dans cette perspective de mobilisation que l'on peut situer l'idée d'une contribution éducative.

3 / Propositions

Il faut préalablement admettre que nous changeons réellement de paradigme. Le « *progrès* » dans son acception actuelle du « *toujours plus* » cesse d'être l'horizon de l'humanité. L'utopie socialiste ne peut plus projeter un avenir radieux.

De ce fait, le capital de réflexion et d'innovations accumulé par les mouvements pédagogiques et d'Education Populaire, la Recherche Pédagogique, et par les diverses Révolutions à leurs débuts, ne peut faire l'objet d'un catalogue transposable.

En revanche, les militants pédagogues pourraient mettre en application, dans leur vie militante et citoyenne, les qualités qu'ils s'efforcent de développer chez leurs élèves, s'ouvrir sur le monde, chercher des réponses collectives, s'engager dans des projets.

Dans cet esprit, certains d'entre eux, en se gardant de mettre en avant leurs solutions - si bonnes soient-elles - pourraient **aller au devant** des parents, des associations, des syndicats, des partis, des sociologues, des économistes, des philosophes qui admettent ce changement de paradigme, pour que cette fois, le

facteur éducatif, affirmé comme « *l'affaire de tous* », soit **considéré dans toute son importance** et non plus renvoyé à plus tard, car il sera alors trop tard.

- modalités pratiques

- La première étape pourrait commencer de manière expérimentale en utilisant les procédés pédagogiques « *participatifs* » déjà éprouvés (1) :

1/ après une très brève présentation des objectifs de la réunion, séance de « *remue méninges* » en petits groupes sous forme d'interviews mutuels. Les participants peuvent ainsi exprimer aussi bien leurs craintes que leurs utopies, répertorier ce qui va devoir changer dans leurs vies, imaginer les compétences qui mériteraient d'être développées dans le champ éducatif (et pas seulement à l'école) pour faire face à ces changements.

2/ synthèse des productions des petits groupes.

3/ ce moment dépendrait des moyens disponibles. Soit un des multiples auteurs possibles, invité et dûment informé de la démarche, s'efforcerait de mettre en relation ces réflexions collectives avec ses propres analyses, soit les organisateurs se chargeraient du travail à partir d'informations et d'analyses collectées et ordonnées.

Les organisateurs s'efforceraient nécessairement de prévoir et proposer une suite, faisant l'hypothèse qu'une partie des participants se sentira concernée par l'élaboration ultérieure de propositions.

- La deuxième étape viserait la diffusion du produit des premiers débats en cherchant à faire tache d'huile (inciter de nombreux militants pédagogiques et d'Education populaire à reprendre la démarche) puis aboutir à une mise en réseau...

C'est alors et seulement alors, sur la base de ces travaux pratiques préalables – qui tendent à démontrer que les simples citoyens peuvent s'emparer eux aussi de problèmes complexes - qu'il s'agirait des saisir les divers et nombreux « *lanceurs d'alerte* », scientifiques, écrivains, philosophes, journalistes, responsables d'associations, et les associer à la mise en forme de propositions susceptibles de sensibiliser l'opinion.

4/ une démarche collective, participative

Il aurait été possible dans le présent texte, avec l'éclairage de nombreux travaux (2) :

- de rassembler les considérations convergentes sur **les changements** qui s'imposent et faute desquels la survie de l'espèce humaine sera mise en question ;

- de montrer que **l'utopie éducative**, proposée sans succès tout au long du XX^{ème} siècle, cultive déjà les compétences et valeurs capables de gérer intelligemment et avec justice une situation difficile et exigeante en sacrifices. Et notamment d'évoquer : *la coopération et la solidarité, l'égalité des sexes, l'implication des apprenants dans la vie productive, sociale et environnementale de leur milieu de vie, la valeur formatrice du travail manuel, la maîtrise par l'usage des outils intellectuels, la cogestion du cadre institutionnel, la coéducation, la mise en question*

de la division du travail, toutes pratiques concourant à l'émancipation de l'individu et au resserrement du tissu social.

Il aurait donc été possible de faire un manifeste de plus, alors que **seule une démarche collective, participative, partant de « la base »** est en mesure de vérifier sinon le bien fondé, du moins la recevabilité du projet.

-oOo-

(1) cf. Pédagogie, Politique et Démocratie Participative (disponible sur demande) : rr.millot@wanadoo.fr

(2) travaux scientifiques d'organismes internationaux : GIEC, FAO, PNUD, etc.)

- des précurseurs (René Dumont, André Gorz, Jacques Ellul, Ivan Illich)

- entre autres auteurs de Jared Diamond, Edgar Morin, Alain Lipietz, Patrick Viveret, Alain Gras, Serge Latouche, Paul Ariès, Hervé Kempis, Jean Ziegler, Bruno Parmentier, André Pochon, etc.

- motion particulière pour Ruth Stégassy (émission « Terre à Terre » de France Culture).